

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

L'objectif du ministère est d'offrir son leadership grâce à l'élaboration et l'administration des politiques, programmes et cadres réglementaires visant les administrations locales, l'aménagement du territoire et la réglementation du bâtiment, et le logement. Pour y parvenir, le ministère assure la coordination des politiques et programmes du gouvernement de l'Ontario qui ont une incidence sur les municipalités et qui les mettent à contribution; il gère les relations provinciales-municipales avec les principaux intervenants comme l'Association des municipalités de l'Ontario et la cité de Toronto; il administre la stratégie ontarienne visant à renforcer les liens entre le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les municipalités; il met au point, finance et administre les programmes appuyant les municipalités, les logements sociaux et les logements administrés par le secteur privé, y compris la réglementation des locations résidentielles et le Programme de logement abordable; il assure la promotion de la sécurité, de l'accessibilité et de l'efficacité énergétique des bâtiments; il sert de centre d'expertise et offre ses conseils et services d'éducation et de formation aux municipalités et autres intervenants et il apporte son aide aux collectivités et particuliers lorsque survient une catastrophe ou une situation d'urgence.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1901 Programme d'administration du ministère	31 649 100	27 738 900	3 910 200	27 584 841
1902 Programme des administrations locales	24 033 400	27 626 100	(3 592 700)	36 256 653
1903 Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	14 526 100	14 320 900	205 200	14 801 280
1904 Programme de logement abordable	707 787 700	691 513 800	16 273 900	662 166 448
Moins : Mandats spéciaux	-	267 395 400	(267 395 400)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	777 996 300	493 804 300	284 192 000	740 809 222
Mandats spéciaux	-	267 395 400	(267 395 400)	-
Crédits législatifs	155 187	153 540	1 647	142 300
Total du ministère - Charges de fonctionnement	778 151 487	761 353 240	16 798 247	740 951 522
Redressement de consolidation net - Société de logement de l'Ontario	(113 183 900)	(113 341 000)	157 100	(100 770 839)
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	664 967 587	648 012 240	16 955 347	640 180 683
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
1902 Programme des administrations locales	100 000	100 000	-	-
Moins : Mandats spéciaux	-	50 000	(50 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	100 000	50 000	50 000	-
Mandats spéciaux	-	50 000	(50 000)	-
Crédits législatifs	200 000	200 000	-	-
Total du ministère - Actif de fonctionnement	300 000	300 000	-	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
1902 Programme des administrations locales	802 000	2 000	800 000	11 125 000
1903 Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	-	1 659 600	(1 659 600)	2 058 705
1904 Programme de logement abordable	131 695 400	211 558 900	(79 863 500)	189 904 924
Moins : Mandats spéciaux	-	65 786 000	(65 786 000)	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	132 497 400	147 434 500	(14 937 100)	203 088 629
Mandats spéciaux	-	65 786 000	(65 786 000)	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	132 497 400	213 220 500	(80 723 100)	203 088 629
Redressement de consolidation net - Société de logement de l'Ontario	(1 560 000)	(1 440 000)	(120 000)	-
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	130 937 400	211 780 500	(80 843 100)	203 088 629
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	795 904 987	859 792 740	(63 887 753)	843 269 312

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des conseils et services juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services de gestion du risque et le soutien nécessaire à la gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation par le ministère de ses ressources humaines et financières, de ses ressources en information et technologie de l'information et de ses biens matériels; assurer la gestion des installations. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	31 649 100	27 738 900	3 910 200	27 584 841
	Total, y compris mandats spéciaux	31 649 100	27 738 900	3 910 200	27 584 841
	Moins : Mandats spéciaux	-	9 199 100	(9 199 100)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	31 649 100	18 539 800	13 109 300	27 584 841
	Mandats spéciaux	-	9 199 100	(9 199 100)	-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841	46 858	983	40 152
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346	31 682	664	27 148
	Total - Crédits législatifs	80 187	78 540	1 647	67 300
	Total - Charges de fonctionnement	31 729 287	27 817 440	3 911 847	27 652 141

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1901-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		10 095 400
	Avantages sociaux		1 206 900
	Transports et communications		660 200
	Services		18 704 500
	Fournitures et matériel		982 100
Total à voter - Charges de fonctionnement			31 649 100
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 900 100	
	Avantages sociaux	208 000	
	Transports et communications	223 800	
	Services	154 500	
	Fournitures et matériel	87 300	2 573 700
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	2 519 800	
	Avantages sociaux	294 700	
	Transports et communications	68 000	
	Services	642 400	
	Fournitures et matériel	88 000	3 612 900
<i>Services financiers et administratifs</i>			
	Traitements et salaires	4 215 300	
	Avantages sociaux	531 200	
	Transports et communications	141 500	
	Services	4 455 300	
	Fournitures et matériel	112 500	9 455 800
<i>Ressources humaines</i>			
	Traitements et salaires	1 420 200	
	Avantages sociaux	173 000	
	Transports et communications	80 000	
	Services	610 900	
	Fournitures et matériel	77 000	2 361 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 1901, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Services juridiques*

Traitements et salaires	40 000	
Transports et communications	32 300	
Services	4 496 900	
Fournitures et matériel	73 000	4 642 200

Services de vérification

Transports et communications	8 000	
Services	961 700	
Fournitures et matériel	5 000	974 700

Systèmes informatiques

Transports et communications	106 600	
Services	7 382 800	
Fournitures et matériel	539 300	8 028 700

Total à voter - Charges de fonctionnement**31 649 100****Crédits législatifs**

L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	47 841
L	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	32 346

Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère**31 729 287**

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES - CRÉDIT 1902

L'objectif de ce programme est d'encourager la responsabilité des administrations locales ayant les outils et l'autonomie nécessaires pour répondre aux besoins de leur collectivité, améliorer la prestation des services locaux, atteindre une solvabilité durable et prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et aux situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif en élaborant et mettant en œuvre des lois, politiques, mécanismes de consultation officiels et programmes, en offrant ses conseils, ainsi que l'éducation et la formation nécessaires, et en se livrant à d'autres activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les intervenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
4	Administrations locales	24 033 400	27 626 100	(3 592 700)	36 256 653
	Total, y compris mandats spéciaux	24 033 400	27 626 100	(3 592 700)	36 256 653
	Moins : Mandats spéciaux	-	8 833 200	(8 833 200)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	24 033 400	18 792 900	5 240 500	36 256 653
	Mandats spéciaux	-	8 833 200	(8 833 200)	-
	Total - Charges de fonctionnement	24 033 400	27 626 100	(3 592 700)	36 256 653
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
6	Aide spéciale aux municipalités - Prêts	100 000	100 000	-	-
	Total, y compris mandats spéciaux	100 000	100 000	-	-
	Moins : Mandats spéciaux	-	50 000	(50 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	100 000	50 000	50 000	-
	Mandats spéciaux	-	50 000	(50 000)	-
L	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	200 000	200 000	-	-
	Total - Crédits législatifs	200 000	200 000	-	-
	Total - Actif de fonctionnement	300 000	300 000	-	-
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Administrations locales	802 000	2 000	800 000	11 125 000
	Total, y compris mandats spéciaux	802 000	2 000	800 000	11 125 000
	Moins : Mandats spéciaux	-	2 000	(2 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	802 000	-	802 000	11 125 000
	Mandats spéciaux	-	2 000	(2 000)	-
	Total - Charges d'immobilisations	802 000	2 000	800 000	11 125 000

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1902-4	Administrations locales		
	Traitements et salaires		10 840 100
	Avantages sociaux		1 340 500
	Transports et communications		395 800
	Services		4 134 000
	Fournitures et matériel		207 700
	Paiements de transfert		
	Équité salariale dans les municipalités	2 166 100	
	Secours aux victimes de catastrophes	1 000	
	Aide aux municipalités en cas de catastrophes	1 000	
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	58 280 000	
	Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la <i>Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités</i>	9 181 000	
	Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee	1 146 200	
	Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	3 801 000	74 576 300
	Total partiel		91 494 400
	Moins : Recouvrements		67 461 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		24 033 400
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des administrations locales		24 033 400

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

1902-6	Aide spéciale aux municipalités - Prêts		
	Prêts et investissements		100 000
	Total à voter - Actif de fonctionnement		100 000

Crédits législatifs

	Prêts et investissements		
L	Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>		200 000
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme des administrations locales		300 000

PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES - CRÉDIT 1902, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1902-3	Administrations locales		
	Paiements de transfert		
	Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales	801 000	
	Aide aux municipalités en cas de catastrophes	1 000	802 000
Total à voter - Charges d'immobilisations			802 000
Total (Charges d'immobilisations) - Programme des administrations locales			802 000

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1903

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées et dynamiques offrant une meilleure qualité de vie par une gestion judicieuse de la croissance, de manière à préserver les espaces verts, à encourager le réaménagement des friches industrielles et à favoriser la croissance démographique et la croissance de l'emploi. Pour atteindre cet objectif, le programme veille à la sécurité des bâtiments grâce à un système de réglementation efficace. Il doit aussi disposer d'un cadre législatif, stratégique et administratif approprié pour l'aménagement du territoire ainsi que d'excellents conseils et de l'éducation et de la formation nécessaires pour soutenir les capacités municipales et provinciales et la mise en œuvre des nouveaux plans, programmes et initiatives du gouvernement. Tout ce travail est orienté par la participation et la consultation fructueuses des municipalités et des intervenants.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
7	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	14 526 100	14 320 900	205 200	14 801 280
	Total, y compris mandats spéciaux	14 526 100	14 320 900	205 200	14 801 280
	Moins : Mandats spéciaux	-	5 346 100	(5 346 100)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	14 526 100	8 974 800	5 551 300	14 801 280
	Mandats spéciaux	-	5 346 100	(5 346 100)	-
	Total - Charges de fonctionnement	14 526 100	14 320 900	205 200	14 801 280
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
8	Aménagement du territoire - Immobilisations	-	1 659 600	(1 659 600)	2 058 705
	Total, y compris mandats spéciaux	-	1 659 600	(1 659 600)	2 058 705
	Moins : Mandats spéciaux	-	940 700	(940 700)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	-	718 900	(718 900)	2 058 705
	Mandats spéciaux	-	940 700	(940 700)	-
	Total - Charges d'immobilisations	-	1 659 600	(1 659 600)	2 058 705

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT - CRÉDIT 1903, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1903-7	Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	
	Traitements et salaires	9 404 900
	Avantages sociaux	1 184 900
	Transports et communications	642 400
	Services	2 811 500
	Fournitures et matériel	247 400
	Paiements de transfert	
	Aide aux conseils d'aménagement	350 000
	Total partiel	14 641 100
	Moins : Recouvrements	115 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement	14 526 100
	Total (Charges de fonctionnement) - Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment	14 526 100

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE - CRÉDIT 1904

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et d'aider les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre aux fournisseurs de logements sociaux un éventail complet de services : élaboration de politiques; conception et prestation de programmes; aide financière.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2008-2009	Prévisions 2007-2008	Différence entre 2008-2009 et 2007-2008	Chiffres réels 2006-2007
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
2	Logement social et logement du marché privé	678 594 100	662 357 000	16 237 100	632 170 852
3	Location à usage d'habitation	29 193 600	29 156 800	36 800	29 995 596
	Total, y compris mandats spéciaux	707 787 700	691 513 800	16 273 900	662 166 448
	Moins : Mandats spéciaux	-	244 017 000	(244 017 000)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	707 787 700	447 496 800	260 290 900	662 166 448
	Mandats spéciaux	-	244 017 000	(244 017 000)	-
L	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i>	75 000	75 000	-	75 000
	Total - Crédits législatifs	75 000	75 000	-	75 000
	Total - Charges de fonctionnement	707 862 700	691 588 800	16 273 900	662 241 448
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
4	Logement abordable - Immobilisations	131 695 400	211 558 900	(79 863 500)	189 904 924
	Total, y compris mandats spéciaux	131 695 400	211 558 900	(79 863 500)	189 904 924
	Moins : Mandats spéciaux	-	64 843 300	(64 843 300)	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	131 695 400	146 715 600	(15 020 200)	189 904 924
	Mandats spéciaux	-	64 843 300	(64 843 300)	-
	Total - Charges d'immobilisations	131 695 400	211 558 900	(79 863 500)	189 904 924

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1904-2	Logement social et logement du marché privé		
	Traitements et salaires		8 816 400
	Avantages sociaux		1 091 300
	Transports et communications		666 700
	Services		32 642 900
	Fournitures et matériel		240 900
	Paiements de transfert		
	Paiements aux gestionnaires des services, y compris pour les		
	activités sans but lucratif offertes dans les territoires non		
	érigés en municipalité	466 755 700	
	Paiements à la Société de logement de l'Ontario	114 605 900	
	Programme d'allocations de logement	12 391 000	
	Programme de logement abordable	241 000	
	Programme de logement en milieu rural et autochtone	13 850 000	
	Programme ontarien d'aide aux familles locataires	33 893 300	641 736 900
	Total partiel		685 195 100
	Moins : Recouvrements		6 601 000
	Total à voter - Charges de fonctionnement		678 594 100
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Créances irrécouvrables des collectivités rurales et		
	autochtones, <i>Loi sur l'administration financière</i>		75 000
1904-3	Location à usage d'habitation		
	Traitements et salaires		18 303 300
	Avantages sociaux		1 836 600
	Transports et communications		1 818 100
	Services		6 645 100
	Fournitures et matériel		590 500
	Total à voter - Charges de fonctionnement		29 193 600
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme de logement abordable		707 862 700

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE - CRÉDIT 1904, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

1904-4	Logement abordable - Immobilisations		
	Paiements de transfert		
	Programme de logement abordable - Contribution du gouvernement fédéral	59 636 800	
	Programme de logement abordable - Contribution du gouvernement provincial	36 130 000	
	Dépenses en immobilisations - Société de logement de l'Ontario	1 560 000	
	Réparations - Logement en milieux rural et autochtone - Propriétaires	100 000	
	Logements en milieu autochtone	26 748 600	
	Organismes de logement	4 620 000	128 795 400
	Autres opérations		
	Investissements dans les immobilisations - Réparations - Logement en milieux rural et autochtone		2 900 000
	Total à voter - Charges d'immobilisations		131 695 400
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme de logement abordable		131 695 400

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES D'IMMOBILISATIONS	Prévisions 2007-2008 \$	Chiffres réels 2006-2007 \$
Total - Charges d'immobilisations (données publiées antérieurement*)	113 220 500	203 088 629
Budget supplémentaire des dépenses		
Budget supplémentaire des dépenses 2007-2008	100 000 000	-
Total - Charges d'immobilisations (données ayant subi un retraitement)	213 220 500	203 088 629

*La rubrique Total - Charges d'immobilisations comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges d'immobilisations. Les chiffres réels de 2006-2007 ont été rectifiés en fonction de la ou des nouvelles structures ministérielles en 2007-2008.